L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 28 MARS 1872. 45me Année—Vol. XLV.

BIENVILLE & CHIRE,
Propriétaires-Gérants.

JOURNAL DU MATIN.

JEUDI MATIN, 28 MARS.

PUBLIÉ A L'EXCEPTION DU JOUR.

Pour les détails, voir nos dernières.

Etude de Chirel, à 1 heure P. M., à Pontchartrain, 2 lots, rue Amiot—Le Shérif et Pontchartrain.

Vente au Palais, à midi, à la Bourse des Négociants et des Marchands, rue Royale — Propriété située comme ci-après, consistant en terre, maisons, cabanes, hangars, fossés, arbres, etc., etc., lots de terre, etc.

Par A. Roger de Clos, deux belles salles d'armes, appartements, lits, tables, chaises, bibliothèque, etc., etc.—Vente sans réserve.

Par Ed. Chauvin, à neuf heures, rue des Grands-Hommes, 400 Pembroke habillant Lenoré—La vente continuera demain, commencera 28 balles vêtements hommes, chemises, etc., etc.

Par H. H. Manning, rue des Magasins No 6—Meubles.

A midi, sur le Levée, au pied de la rue Peters, deux, Dimanche Bienvenu—Propriété de terre.

Par Chaffraix, Marche & Co., au No 16 de la rue de Chartres—Liste de cadeaux, bijouterie de maroquinerie, chaussures, camphène, huiles et vernis.

Par H. Vignié — Vente régulière de meubles au No. 122, rue de Chartres, entre St.-Louis et Conti.

Par H. M. Montgomery, au No 97, rue du Camp—Vente régulière de meubles.

Ordonnance à Vendre.—M. C. de Vidal, contre Vidal, opposant, son mari, défendeur, ordonne, à la Bourse d'Orléans, St-Louis, en vente judiciaire de la Succession de l'Hôtel St-Louis, pour le compte de la succession de M. E. Haggerty.

Le magnifique ameublement (chêne) à deux étages, en vente de la rue Chartres et des Champs Elysées.

20—Une échoppe, au coin des rues Prosper et Chartres.

30—Une batisse en bois, au coin des rues Franklin et St. Louis.

40—Un octroi à deux étages, au coin des rues Peydras et Léonard.

50—Trois lots de terre, rue Pitt.

60—Un lot de terre, rue Claiborne.

70—Maison d'habitation, No 263 rue Mandeville.

80—Lots de valeur, faisant face aux Champs Elysées, entre les rues des Français et Jourdain.

90—Un lot de terre, de grande valeur, dans le sous District.

Pour plus amples renseignements voyez les plans exposés à la Bourse et les annonces à la colonne des encans.

ATTENTION!

☞ Le shérif procédera aujourd'hui, à 5 heures de l'après-midi, à son entrepot, No 74, rue Ste Anne, entre Royale et Bourbon, Deuxième District, à la vente aux enchères au bâton et au plus offrant d'une magnifie de nouveautés, bimbeloterie, etc.

Faillons!—Voyez l'annonce d'encan de D. E. Murphy.

Fournaise de terre.—Fournaise en terre.—Voyez l'annonce d'encan de D. E. Murphy.

☞ Faites imprimer vos Factures, Cartes, etc., et faites faire vos reliures au Journal Printing Office, No 119 et 114, rue Perdido.

THEATRES.

Aujourd'hui, Jeudi.

Academy—The Boy Detective.

St-Charles—Saratoga.

Varieties—Romance of a Poor Young Man.

Les Délégations Louisianaises
A WASHINGTON.

Les nouvelles que le télégraphe nous donne deux fois par jour sur les petits mouvements en pâtissent pas sur les intrigues politiques qui se passent à Washington, ne dont pas de nature à donner beaucoup d'encouragement aux amis de la réforme en Louisiane. Plusieurs délégations de notre Etat, envoyées on ne sait par qui, honorent en ce moment de leur présence la capitale nationale, et nous ne voyons pas qu'aucune d'entre elles daigne s'occuper honnêtement de nos intérêts. Mais elles s'encouragent beaucoup les unes, ce qui nous fait croire qu'elles ne représentent qu'elles mêmes, et que le titre qu'elles prennent leur convient fort peu. Le mot de délégation, en effet, donne à un certain nombre de gens, impliquée nécessairement une collection d'intérêts à représenter et à défendre. Or, comme nous voyons pas qu'à Washington il ait été question entre le président Grant et les mentionnées Louisianais, d'autres choses que de places, de faveurs et d'émoluments. Et ces petites intrigues ont bien juste au moment où la commission d'enquête du Congrès dépose son rapport pour lui dévoiler toutes les turpitudes politiques dont le nouvel ordre de choses si préconisé par les adeptes de l'égalité des races, a donné l'exemple en Louisiane et dans tous les Etats du Sud. On voit par là que nulle pudeur a fui devant le régime des raddicaux, elle n'est pas prête à revenir, et que ceux qui ne sont faits ni bon marché ne sont pas disposés à lui inspirer un plus grand respect sous le régime qui doit suivre.

En tenant ce langage sévère à propos des soi-disant délégations qui édifient en ce moment, par leurs prétentions, les conseillers du président Grant et les cercles célestes de Washington, nous nous croyons pleinement autorisés et justifiés par les nouvelles qui nous arrivent. D'abord il s'est agi du gouverneur Warmoth et de ses amis, le sénateur West et le collecteur Sheridan, agissant dans un intérêt nébuleux, mais fondé sur une forteresse de lois dont la partie de la réforme ou piété dont la faction Carter n'a pas eu faire tomber une pierre. Arrêté de ces lois, le gouverneur Warmoth ne s'est pas présenté à la Maison Blanche en solliciteur, mais en pouvoir constitué et redoutable.

Aussi, malgré sa mauvaise réputation de gouverneur et d'homme politique, malgré ses validités d'indépendance dans la question des candidatures présidentielles, a-t-il été reçu et admis comme les autres, à faire valoir sa politique et son crédit. Il est certain qu'en fait de finesse et d'adresse, le Président Grant ne sera pas battu avec le gouverneur Warmoth, et ce dernier a pu dire au Président tout ce qu'il voulait lui faire savoir. Il a dû lui dire, et surtout il a eu faire comprendre aux messieurs qui composent son cabinet, qu'il n'y a d'autre parti républicain en Louisiane que le sien et que sans lui, Warmoth, le parti n'aurait jamais pu ni se constituer ni s'affermir.

Sur ce thème le gouverneur Warmoth a dû être fort éloquent, et nous ne doutons pas qu'il n'ait fait une vive impression sur ses auditeurs radicaux. Le parti républicain en Louisiane, a dit Warmoth, c'est moi et nous avons il semble assez employés, ils ont été bons puisqu'ils ont réussi, et je défie qu'on puisse réussir avec d'autres. L'argument seul est parvenu à dresser les gens et à les habituer à la discipline républicaine. Nous, hommes du Nord, nous n'avions pas d'amis en Louisiane; loin de là, nous y étions enfermés; il nous a fallu brever les répugnances publiques, les ressentiments vaincre; il nous a fallu non-obstacles et nous faire aimer, nous n'y serions-nous jamais, mais il nous a fallu dompter et soumettre et, je le répète, l'argent seul pouvait nous faire jouer ce rôle avec succès. Or, pour nous procurer cet argent, nous avons fait tomber les sommes nécessaires de quelques-uns de nos amis en plus grand nombre ceux qui n'en ont pas profité, mais dont ne se plaignent pas les affranchis qui les nouveaux citoyens, très fidèles de voir conserver aux d'entre eux occuper les places officielles. Le parti républicain en Louisiane était fondé ainsi et on maintenait ainsi; qu'on fasse autrement, il cesse d'exister, et la Louisiane retourne au régime démocratique. Aimez-vous mieux cela?

Telles sont les explications que le gouvernement Warmoth a données, nous disons, au Président, aux membres de son cabinet et aux membres les plus influents de la Chambre et du Sénat, et s'il n'a pas convaincu les républicains libéraux, il a certainement exposé le cercle qui sont décidés à faire prévaloir, au mépris de toutes les principes humains, les radicaux sont donc disposés à compter avec Warmoth, et prêts aux tant justement les conseillers du Président. Ils regardent Warmoth comme une puissance, et le ménagent suivant la valeur qu'il s'est donnée à leurs yeux et l'utilité dont plus, l'importance de sa politique.

Quant aux autres délégations, quelle valeur d'opinion peuvent-elles avoir d'elles-mêmes? quand elles ont dénoncé tout d'abord une prise grande égalité dans la répartition des faveurs et des places? Quel parti représentent, par exemple, la faction Sheridan qui, cette année vient pendant trois ou quatre fois les bonnes grâces de Warmoth, et qui, maintenant que par les mêmes moyens, il est devenu évident que ce n'est pas le chef affaire de l'avenir, se retourne contre lui? Il est évident que ce n'est pas le chef affaire de parti et que le gouvernement général n'a ni à n'en préoccuper ni à s'en plaindre. Du reste si la faction Ingrahamiste demande des places, la faction Pinchbackiste n'en demande pas et ne désire rien que la permanence dans le *statu quo* administratif et politique. Or, ce *statu quo*, c'est tout ce que désire Warmoth, toujours maître, du reste, de trancher la question en sa faveur par la présence de renvoyer à la Convention de Cincinnati et de donner le vote de la Louisiane à Grant. D'ailleurs, suivant toute apparence, Grant n'a pas à redouter sérieusement la présentation au peuple d'une candidature indépendante pour la présidence, et les affaires de la Louisiane commencent à l'intéresser fort peu. Mais ce qu'on peut vouloir, c'est le maintien du parti républicain en Louisiane, et sous ce rapport, on ne sera rien contre un homme qui paraît en être le plus solide pilier.

Ainsi rien pour la Louisiane, rien pour la réforme, rien pour la diminution des charges publiques, rien pour le dégrèvement des contribuables, rien pour l'équité dans l'enregistrement des votants, rien pour la pureté des urnes électorales, rien pour le présent, et rien pour l'avenir.

Nous recommandons ces petites évolutions politiques, sans portée, aux hommes qui ont voulu constituer ici un parti de la réforme en appelant à eux les mécontents du régime Warmoth, et en leur faisant toute espèce de concessions. Il est prouvé maintenant que ces mécontents n'ont pas de grief sérieux contre le gouverneur et qu'ils sont prêts à l'encenser de nouveau. Tristes auxiliaires pour un parti de réforme!

LA COMPAGNIE DES ABATTOIRS.

Nous insérons dans une autre colonne la réponse de la Compagnie des Abattoirs à la communication de M. Silvain Vargas, récemment publiée par nous. Cette réponse est basée sur des pièces et des faits qui justifient la position que nous avons prise dans cette affaire. Elle contient le texte du compromis conclu entre l'ancienne direction de la Compagnie des Abattoirs d'une part, et l'Association de Bienfaisance des Bouchers et l'Association des Marchands de bestiaux et Bouchers de l'autre.

Il constate qu'à la suite de ce compromis l'ancienne direction a été remplacée par une direction composée, à l'exception du nouveau président, de bonnes qui ont fixé eux-mêmes le tarif actuel, ce qui a été publié à l'époque sans soulever d'opposition.

Depuis le mois de mars 1871, la nouvelle direction a dépensé plus de $78,000 pour améliorer les Abattoirs. Trois membres de la direction actuelle sont bouchers ou marchands de bestiaux. La réponse de la direction rectifie les assertions de M. Vergès sur le tarif et les autres conditions d'abattage, et elle invite ceux qui veulent s'éclairer sur la valeur des critiques adressées à la compagnie à visiter les abattoirs et à se rendre compte de la manière dont la direction actuelle agit envers les bouchers. Nous renvoyons nos lecteurs à cette importante communication.

SOUSCRIPTION PATRIOTIQUE
DES RÉSIDENTS FRANÇAIS
DE LA LOUISIANE,
Avec le concours des amis de la *France* pour la libération du Territoire Français.

Souscriptions reçues au Bureau de "l'Abeille."

27 Mars 1872.

Mesdemoiselles Badelat, produit de leurs tirelires, en argent	$ 22 50
Listes précédentes	9,558 28
Total des listes de *l'Abeille*	$9,580 78
Total général	$15,089 97

Nous apprenons que la collecte faite hier au Théâtre de l'Opéra, par les artistes, a produit la somme de $901.

Nous ne connaissons pas encore le chiffre de la recette, mais nous pensons qu'il ne doit pas être loin de deux mille piastres. Ces chiffres en disent plus que tous les commentaires.

GRAND CONCERT SPIRITUEL.—Le Grand Concert Spirituel donné par les artistes de l'Opéra au profit de la souscription française a été magnifique. La salle était comble, et la recette, dont nous ne connaissons pas encore le chiffre exact, a dépassé $3000. Une quête faite par les artistes a produit $901.

Le résultat n'est pas moins brillant au point de vue de l'art. Cantatrices et chanteurs, instrumentistes, chœurs et orchestre se sont hautement distingués.

LA SOUSCRIPTION EN FRANCE.

Nous avons publié, d'après le Bulletin de la Souscription, le chiffre approximatif général, qui s'élevait à 20,307,344 fr. 91 jusqu'au 16 février exclusivement.

Voici le décompte de cette somme :

PARIS.—Sommes encaissées directement, 949,076 fr. 98 ; engagements à 25, 30, 100 et 500 millièmes, 573,600 fr.; engagements aux premiers 500 millièmes, 1,495,000 fr. 70; engagements au-dessus de 500 millièmes, 260,960 fr.—Ensemble, 3,335,499 fr. 65.

DÉPARTEMENTS. — Total des sommes souscrites par les départements, d'après le relevé des journaux publiés dans la présent bulletin 16,545,723 fr. 03 ; indemnités des comités et derniers renseignements, 6,172,441 fr. 26 ; total des sommes dont le comité général a été avisé directement, 53,329 fr. — Ensemble, 17,071,745 fr. 26.

Total général égal : 20,807,344 fr. 91.

Depuis le 16 février cette somme s'est augmentée d'un tiers environ, fourni presque en totalité par les départements.

☞ Bock Beer! Bock Beer! Demandez en au Café Bismark, 43 Royale.

MUSIQUE RELIGIEUSE.—On doit chanter, ce soir, au Couvent des Ursulines, le Stabat No 3, du maestro Curto, pour deux voix de femmes. Ce sont deux élèves du maestro, pensionnaires du Couvent, qui doivent chanter ce morceau qui sera certainement goûté des auditeurs qui auront la bonne fortune de se rendre à la cérémonie religieuse du Jeudi Saint à la Chapelle du Couvent.

ASSOCIATION DE L'HOTEL SAINT-LOUIS.—Il est de l'intérêt de tous les souscripteurs au capital de l'Association de l'Hôtel St-Louis d'assister ou de se faire représenter à la réunion qui aura lieu aujourd'hui, jeudi à deux heures après-midi, au bureau de la société rue Saint-Louis, au rez-de-chaussée de l'Hôtel. Il s'agit de régulariser la Charte de l'association. Tous ceux qui ont à cœur le succès de l'entreprise feront bien d'assister à la réunion.

☞ Si la réputation du Café Bismark n'était déjà faite, l'excellent, l'incomparable *Bock Beer* qui s'y débite l'établirait sans contestation.

35, 35, 35—Achetez une belle machine à coudre améliorée de Grover & Baker au nouveau local succursal de Fagenée de vente rue Royale, 139.

PORTRAITS PHOTOGRAPHIQUES. — L'établissement de M. Anderson, rue du Canal 183, est célèbre à la Nouvelle-Orléans et dans le Sud tout entier. Cette haute réputation est pleinement méritée. Les portraits de M. Anderson sont de véritables œuvres d'art; non seulement comme photographie, mais encore au point de vue du naturel de la pose et de l'ensemble des effets de lumière. On peut recommander spécialement au public les portraits "San Pearl" qui sont une spécialité de l'établissement.

☞ Le meilleur bière se boit au Café Bismark, 43 Royale. Il n'y fait une énorme consommation de *Bock Beer*.

☞ On ne peut songer à acheter une machine à coudre, sans faire un examen sérieux de la machine "Domestic," 102 rue du Canal, chez M. S. Hedrick.

☞ Pour la commodité de nos amis du Deuxième District, Fagenet des machines à coudre de Grover & Baker a établi un dépôt nouveau pour la vente de ces magnifiques pas Royale, 139.

La machine "Domestic" est la reine des machines à coudre, à preuve de changement elle se vend au No 102, de la rue du Canal.

☞ Les machines à coudre de Grover & Baker à navette genre bas prix de prix, depuis un dollar par semaine, jusqu'à cinq par mois ensemble. Allez la voir à la nouvelle succursale, No 139 rue Royale.

☞ Quand on a pris un bock de bière au Café Bismark, on n'en veut plus d'autre. Les connaisseurs n'y demandent plus que du *Bock Beer*.

ASSEMBLÉE NATIONALE.
PRÉSIDENCE DE M. BUFFET.

Séance du 5 mars.

A deux heures et demie, la séance est ouverte.

Le scrutin pour la nomination du président est mis à 3 heures 1/2. On procède à la seconde opération relative aux quatre vice-présidents. Cette seconde opération est terminée à 3 heures 3/4. On passe au scrutin qui concerne la nomination des sept secrétaires.

M. Lefranc demande pour l'élection du président voté le maintien du vote. Le quorum des votants de 24 Août 1871 ; M. Jules Grévy a obtenu 491 voix. D'où il suivrait que les bulletins blancs ne comptent pas.

M. le président donne connaissance du résultat du scrutin pour la nomination des vice-présidents.

Le nombre des votants était de.....627
Majorité absolue.....314

Ont obtenu :

MM. Martel	466 voix.
Comte Benoist d'Azy	362 —
Saint-Marc Girardin	345 —
Louis Vitet	339 —

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi ayant pour objet d'établir des peines contre les affiliés à l'Association internationale des travailleurs.

M. le président fait observer qu'il est tard et que la discussion pourrait être renvoyée à un jour ultérieur.

Voix diverses.—Non ! non !

L'Assemblée décide que la discussion continuera immédiatement.

M. le vicomte de Meaux a la parole. Je suis d'accord, dit-il, avec M. Tolain sur un point. C'est que la question est plus que grave. Je ne veux pas en discuter aujourd'hui les détails. Je ne veux pas en discuter, mais je ne veux pas que le droit d'association puisse devenir un danger pour la société.

Selon l'honorable M. Tolain, dans ces derniers temps, le parti qui est revenu au capital aurait augmenté, tandis que l'autre fût le contraire. Je ne vous suivrai pas. Je n'en veux pour preuve que le phénomène qu'a signalé M. Tolain, la substitution des grandes ateliers aux petites. Et pourquoi en est-il été ainsi ? parce que pour rémunérer convenablement le capital, on a dû diminuer les frais généraux ; l'association des ouvriers et la création des grandes usines ont donné ce résultat.

L'honorable orateur cite des exemples qui tendent à prouver que la salaire de l'ouvrier n'a pas subi la diminution signalée. Ainsi dans les usines houillères pour le bassin de Saint-Etienne, par exemple, la comparaison entre les années 1864 et 1870 donne les résultats suivants : 6fr. 1864 l'extraction a été de 2,000,000 tonnes, et en 1870 de 5,000,000. Il y a donc eu une sensible amélioration. Quant à la main-d'œuvre, en 1864 l'ouvrier touchait un salaire de 3 fr. 89 tandis qu'en 1870 le salaire s'élevait à 4 fr. 17. L'augmentation est réelle.

M. de Meaux passe ensuite à la production métallurgique ; la production a beaucoup augmenté ; les salaires n'ont pas diminué et cependant n'a pas eu de rémunération par suite des crises successives par le traité de commerce de 1860.

Dans l'industrie textile, le salaire a augmenté ; il est aujourd'hui de 2 fr. 50, quand il était bien moindre, et le capital qui recevait 15 0/0 ne reçoit guère plus de 3 à 4 0/0.

M. de Meaux ne conteste pas les difficultés du passage de l'état d'ouvrier à celui de patron. L'ambition a plus de peine à se satisfaire à cet égard ; et quelquefois en face de grandes concessions patronales, l'ouvrier a dû se sentir isolé, et il a dû éprouver le besoin de l'association. Le principe est excellent ; mais l'Internationale, loin d'améliorer, a contribué à l'égarer et le corrompre.

On dit que l'Internationale a dévié de son origine ; pour M. de Meaux, elle n'est que constituer un principe. Le constat n'a plus été le but en fournir durable monter, mais l'obtenir qu'il devrait atteindre en faire disparaître. Au lieu de dire à l'ouvrier qu'il devrait devenir patron, l'Internationale lui a dit qu'il ne fallait plus de patrons.

Et l'union des classes que demandait que provoquait la civilisation chrétienne ce qui était dans les idées de 1870, a été combattue dans les cercles ouvriers. Le but, l'effet de l'Internationale est donc une entente primitive. C'est une croisade en faveur du travail du jour contre le travail accumulé d'hier. Voilà en quoi l'Internationale a voulu. Voilà ce qui renverse de nos états. (Très bien ! très bien !)

Dans les idées de l'Internationale que devient la propriété ? Il y a dans le sein de cette société une école qui défend la propriété, pendant qu'une autre école la combat. Et bien ! que pensez-vous de cette propriété ? Elle en contente la fédération des travailleurs des Pyrénées, elle voudrait voir transformer les contrats en communauté de vues. Le système qui défend la propriété de cette façon serait déjà aggravé, sous l'empire, par le système de la fédération, s'il avait conquis le degré de l'empereur.

La fraction des violents qui combat la propriété ne qui a une majorité dominante dans le sein de la société. Ces fractions formulé ainsi son opinion : le droit de la propriété est illégitime ; de la société doit supprimer le principe qui rend possible le droit de propriété.

Il est vrai que les mêmes hommes n'ont pas demandé l'abolition du droit d'héritage ; ils ne sont pas allés jusque-là. Et quelle peut être la raison de ce double vote ? c'est, a-t-il encore dit, Proudhon, qui l'a écrit, de voir l'Internationale n'en fournir la preuve, que son mouvement, contraires à la propriété tant qu'ils ne l'ont pas, se réservent le droit de la défendre dans le cas où ils l'auraient. (Très bien ! très bien ! à droite.)

Un département l'ouvrier des doctrines véritables, saines et sociales. L'Internationale n'applique pas seulement la richesse, elle n'admet pas seulement la nécessité de la richesse, elle nomme celle des pauvres. Et pourquoi en a-t-il été ainsi ? parce que pour rémunérer convenablement le capital, on a dû diminuer les frais généraux ; l'association des ouvriers et la création des grandes usines ont donné ce résultat.

L'honorable orateur cite des exemples qui tendent à prouver que la salaire de l'ouvrier n'a pas subi la diminution signalée. Ainsi dans les usines houillères pour le bassin de Saint-Etienne, par exemple, la comparaison entre les années 1864 et 1870 donne les résultats suivants : 6fr. 1864 l'extraction a été de 2,000,000 tonnes, et en 1870 de 5,000,000. Il y a donc eu une sensible amélioration. Quant à la main-d'œuvre, en 1864 l'ouvrier touchait un salaire de 3 fr. 89 tandis qu'en 1870 le salaire s'élevait à 4 fr. 17. L'augmentation est réelle.

M. de Meaux passe ensuite à la production métallurgique ; la production a beaucoup augmenté ; les salaires n'ont pas diminué et cependant n'a pas eu de rémunération par suite des crises successives par le traité de commerce de 1860.

Dans l'industrie textile, le salaire a augmenté ; il est aujourd'hui de 2 fr. 50, quand il était bien moindre, et le capital qui reçoit